

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Matahiti 170 N° 71- Numera Taac	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana no 5 Atete 2021
------------------------------------	---	---------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 1505 CM du 4 août 2021 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de délégué interministériel à la prospective. ....	4944
Arrêté n° 1506 CM du 4 août 2021 portant modification de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2) .....	4944
Arrêté n° 1507 CM du 4 août 2021 portant modification de l'arrêté n° 1533 CM du 7 octobre 2020 modifié relatif à l'utilisation de tests virologiques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 (virus de la covid-19) .....	4945

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

#### ARRETE n° 1505 CM du 4 août 2021 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de délégué interministériel à la prospective

NOR : IGA2121816AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-31 du 27 juillet 2021 portant modification de la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels et relatif aux délégués interministériels ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 1420 CM du 30 juillet 2021 relatif aux modalités de fonctionnement des délégués interministériels ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 août 2021,

Arrête :

Article 1er.— M. William Vanizette est nommé délégué interministériel à la prospective à compter du 5 août 2021.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 août 2021.  
Edouard FRITCH.

#### ARRETE n° 1506 CM du 4 août 2021 portant modification de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2)

NOR : IGA2121879AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 modifiée relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme ;

Vu la loi du pays n° 2009-2 du 28 janvier 2009 modifiée relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié relatif à la campagne de vaccination contre la covid-19 (SARS-CoV-2) ;

Vu le courrier du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 19 avril 2021 ;

Considérant la déclaration du directeur de l'Organisation mondiale de la santé reconnaissant que la covid-19 constitue une urgence de santé publique internationale (USPPI) le 30 janvier 2020 et la qualifiant de pandémie le 11 mars 2020 ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus de la covid-19 et sa propagation rapide ;

Considérant la circulation active du SARS-CoV-2 variant delta sur le territoire de la Polynésie française ;

Considérant que les vaccins contre la covid-19 sont des médicaments permettant la prévention des formes graves de la covid-19 pour éviter la saturation de l'hôpital ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre la campagne vaccinale contre la covid-19 avec l'ensemble des professionnels de santé pouvant réaliser des vaccinations ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 août 2021,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 7 de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié susvisé, après les mots "toute sage-femme" sont insérés les mots : "tout pharmacien,".

Art. 2.— A l'article 8 de l'arrêté n° 2663 CM du 29 décembre 2020 modifié susvisé, après les mots "les sages-femmes" sont insérés les mots : ", les pharmaciens".

Art. 3.— Le ministre de la santé, en charge de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 août 2021.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé,*  
Jacques RAYNAL.

**ARRETE n° 1507 CM du 4 août 2021 portant modification de l'arrêté n° 1533 CM du 7 octobre 2020 modifié relatif à l'utilisation de tests virologiques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 (virus de la covid-19)**

NOR : DPS2121888AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le règlement sanitaire international de 2005 ;

Vu la loi du pays n° 2020-11 du 21 avril 2020 sur la prévention et la gestion des menaces sanitaires graves et des situations d'urgence ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 88-154 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicale en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 525 CM du 13 mai 2020 modifié portant mesures d'entrée et de surveillance sanitaire des arrivants en Polynésie française dans le cadre de la lutte contre la covid-19 ;

Vu l'arrêté n° 1533 CM du 7 octobre 2020 modifié relatif à l'utilisation de tests antigéniques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 (virus de la covid-19) ;

Considérant la déclaration du directeur de l'Organisation mondiale de la santé reconnaissant que la covid-19 constitue une urgence de santé publique internationale (USPPI) le 30 janvier 2020 et la qualifiant de pandémie le 11 mars 2020 ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus de la covid-19 et sa propagation rapide ;

Considérant la circulation active du SARS-CoV-2 sur le territoire de la Polynésie française ;

Considérant la nécessité de mettre en place une stratégie de dépistage élargie pour briser les chaînes de contamination ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 août 2021,

## Arrête :

Article 1er. — Après l'article 2-2 de l'arrêté n° 1533 CM du 7 octobre 2020 modifié, un article 2-3 est inséré, rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 2-3. — Par dérogation à la délibération n° 88-154 AT du 20 octobre 1988 susvisée et dans le cadre de la stratégie de dépistage du SARS-CoV-2 en Polynésie française, la réalisation de tests antigéniques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 par autoprélèvement est autorisée hors laboratoire d'analyse de biologie médicale dans les conditions prévues au présent article.

On entend par “tests antigéniques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 par autoprélèvement”, un test antigénique réalisé par la personne elle-même, à partir d'un prélèvement nasal ou oral ou buccal.

Ces tests doivent présenter une sensibilité clinique supérieure ou égale à 80 % et une spécificité supérieure ou égale à 99 %. Ils doivent obligatoirement être accompagnés d'une notice d'utilisation rédigée en français.

Les tests antigéniques de dépistage rapide du SARS-CoV-2 par autoprélèvement sont vendus sans prescription médicale en officine de pharmacie.

Dans le cadre de la stratégie de dépistage du SARS-CoV-2 en Polynésie française, les professionnels de santé peuvent également distribuer, à titre gracieux, ces tests à leurs patients et leur entourage.

Le professionnel de santé est tenu de fournir les conseils nécessaires à la bonne réalisation et à l'élimination du test après utilisation et la conduite à tenir en fonction du résultat.

Aucun résultat ne peut être confirmé par un professionnel de santé. En cas de positivité, sauf opposition du patient, le résultat du test doit être confirmé par un test RT-PCR réalisé en laboratoire d'analyses de biologie médicale.”

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 août 2021.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé,*

Jacques RAYNAL.

